

Avertissement : Pour l'historien (du fait religieux, en l'occurrence), une religion est adéquate à l'histoire de celle-ci, sans choix ni arbitrage entre ses aspects contradictoires. Le théologien, par contre, définit orthodoxie et déviances. Le fidèle, seul, a le droit (et parfois la nécessité) de choisir entre diverses interprétations et pratiques.

Introduction

I - Qu'est-ce que l'islamisme ?

II - Quand commence et d'où provient l'islamisme ?

1. Une longue lignée intellectuelle
2. La rencontre avec les sociétés contemporaines
3. Succès et échecs de l'islamisme combattant

III - Situer l'islamisme

1. Le *Jihad*, une manière de voir, un mode de vie
2. Le Coran est-il responsable ?
3. Islam et islamisme
4. La (ré)islamisation : un contrefeu à l'islamisme ?
5. Une mondialisation
6. Alternative viable ou impasse ?

IV - Conclusion

Introduction

En quoi l'islamisme fait-il partie de la mondialisation ? Il s'agit en effet d'un mouvement communautaire, qui n'a aucun message à adresser au reste du monde, sinon pour le défier et/ou le terroriser. Cependant, quand une communauté représente le cinquième environ de l'humanité, et existe dans presque tous les pays, tout ce qui la concerne peut être considéré comme global. Les autres *-ismes* n'ont pas couvert des espaces plus vastes.

L'islamisme est l'un des mouvements les plus pleinement mondialisés de l'histoire : *Daech* compte en Syrie-Irak probablement davantage de combattants étrangers que locaux ; auparavant, *Al Qaida* constitua en Afghanistan un mouvement multinational ; l'islamisme compte certaines de ses bases les plus solides dans nombre des métropoles les plus mondialisées (Londres, Paris, Bruxelles...).

L'islamisme est une idéologie et une pratique largement déterritorialisées, alors que les autres courants de l'islam sont beaucoup plus territorialisés (Mourides au Sénégal, Nadhlatul Ulama en Indonésie...). De plus, il prétend offrir des réponses et méthodes d'action valables en tout temps et en tout lieu, alors que le fascisme et le communisme, par exemple, ont conscience

d'avoir à s'adapter aux circonstances. D'une certaine façon, seul le messianisme démocratique se pense également à ce point transhistorique et transnational.

L'islamisme manifeste une volonté de triomphe au niveau mondial, que ce soit par la conversion ou par la conquête. En attendant, il remet en cause les découpages territoriaux, que ce soit au Proche-Orient ou en Asie du Sud-Est.

Les islamistes poussent très loin l'uniformisation des pratiques et des rites : le costume est celui attribué aux fidèles du Prophète dans l'Arabie du VII^e siècle, l'apparence physique impose le port de la barbe aux hommes, et celui du voile intégral aux femmes. La vie est étroitement normée (alimentation, gestuelle, comportement...), et l'arabisation (classique) du langage est l'idéal à atteindre.

I. Qu'est-ce que l'islamisme ?

On a une adhésion commune (quoique avec des nuances, et des dosages variables) à quelques principes spécifiques. Ils sont clairement exprimés dans l'article 8 de la charte du Hamas (section palestinienne des Frères Musulmans) : « *Dieu est notre but, le Messager est notre chef, le Coran est notre constitution, le Jihad est notre méthode. Mourir pour Dieu est notre désir le plus cher.* »

1. Ces principes et positions peuvent être résumés en neuf points :

- Les sociétés occidentales ou occidentalisées ont sombré dans un abîme moral les éloignant irrémédiablement de Dieu.
- La vision du monde est fondée sur une lecture nostalgique de l'histoire, et la mise en exergue de l'« âge d'or » des quatre premiers califes, successeurs directs de Mohammed. Sur ce point, les chiites — les perdants d'alors — sont en profond désaccord. Rappelons que trois des quatre califes furent en réalité assassinés, et que d'atroces guerres civiles déchirèrent très tôt l'empire arabe.
- La nécessité d'une islamisation totale de la société et de l'État, et ce à l'échelle du monde. La Charia (loi islamique) est là pour protéger l'ensemble de l'humanité de ses errements.
- Un rejet radical des autres sociétés, y compris « officiellement » musulmanes, en tant qu'« immorales » (ce qui attire les esprits conservateurs) et « injustes » (ce qui attire les hommes de gauche).
- Le ciblage d'ennemis fortement diabolisés : les chrétiens, parfois les bouddhistes et les hindous (là où on les côtoie), et surtout les juifs (sur ce point, l'influence de l'antisémitisme européen est évidente). Les Etats-Unis sont perçus comme le « *Grand Satan* », pour citer l'imam Khomeiny, et la France guère mieux désormais. Les communistes, quand ils représentaient une force significative (y compris dans les pays musulmans), n'étaient pas mieux considérés. La vision manichéenne du monde amène très souvent à un conspirationnisme particulièrement poussé. Tous ce qui peut faire du

tort aux musulmans (par exemple les attentats du 11 septembre 2001) est uniformément attribué à tel complot de la CIA, du Mossad, ou des deux réunis.

- Concrètement, une très grande intolérance revient à tout ce qui est différent de soi-même : autres religions, autres courants de l'islam, « *déviants* » en tous genres (y compris au plan sexuel), femmes n'acceptant pas leur infériorité... Le conflit ne peut être réglé que par la soumission, l'expulsion ou l'assassinat des « *contrevenants* ».
- L'*apocalypsimisme* est sans doute moins constant, mais cependant fréquent. Ainsi *Daech* prétend que le sort de l'univers va se régler très prochainement dans le pays de *Sham* (= la Syrie), et qu'il convient d'y être, et du bon côté, pour être sauvé. D'autres courants attendent l'arrivée du *Mahdi*, envoyé de Dieu chargé d'établir la justice sur terre et d'introduire la fin du monde.
- Une forte aspiration à l'unité, l'uniformité et la purification des sociétés musulmanes.
- Une nette ambiguïté s'agissant du nationalisme. Il est en théorie rejeté, la seule référence devant être la communauté des Croyants (oumma), mais en pratique souvent utilisé comme vecteur d'adhésion des masses : par exemple en Palestine, au Cachemire indien (revendication séparatiste) ou au sud des Philippines (groupe Abu Sayyaf).

Chacune de ces caractéristiques peut être retrouvée dans d'autres courants de l'islam, ou même en dehors de celui-ci. C'est le rassemblement de ces neuf principes (ou au moins de sept ou huit d'entre eux) qui constitue l'islamisme.

2. Les islamistes sont aujourd'hui plus divisés que jamais entre divers courants qui n'hésitent pas à s'entretuer (c'était beaucoup moins le cas à l'époque de la révolution iranienne de 1979, qui souleva l'enthousiasme des radicaux sunnites).

Principales divisions :

- Sunnites/chiïtes, aujourd'hui la plus violente : quasi-guerre entre Iran et Arabie Saoudite (elle s'exprime assez directement sur le terrain au Yémen où les Saoudiens interviennent, et en Syrie où ce sont les Iraniens). Cependant les mentalités et méthodes d'action sont proches (le *Hezbollah* chiïte libanais a longtemps eu des relations privilégiées avec le *Hamas* sunnite) ; la notion chiïte de *Taqiyya* (dissimulation) a été adoptée par les islamistes sunnites.
- Salafistes (et wahhabites)/Frères musulmans, eux aussi plus proches dans le passé (des Frères égyptiens pourchassés par Nasser s'étaient par exemple réfugiés en Arabie). Aujourd'hui les salafistes sont patronnés par l'Arabie, les Frères par le Qatar. En Égypte, la majorité des salafistes a soutenu le coup d'État du général Sissi contre les Frères (2013), et le massacre de plus d'un millier de ceux-ci. L'Égypte est aujourd'hui puissamment soutenue financièrement par le régime saoudien.

Enfin, la logique de l'extrémisme fait souvent considérer comme rival, et donc ennemi, le groupe le plus proche de chaque cercle radicalisé. Les liquidations de « *traîtres* » sont fréquentes.

3. D'un point de vue phénoménologique (et de celui des non islamistes !), ce qu'il importe vraiment est de distinguer :

- les islamistes violents (ou jihadistes) des non violents. Ainsi, une grande partie des salafistes peut être qualifiée de « *quiétiste* ». Le terme *jihad* est lui-même très polysémique, on y reviendra. Le clivage repose en particulier sur des visions divergentes de la temporalité : l'apocalypse est-elle proche ou non ?
- l'insistance sur la transformation préalable de l'État (Frères) ou de la société (salafistes). On a là quelque chose d'homologue à la division entre marxistes (communistes en particulier), qui considèrent l'investissement du pouvoir central comme décisif, et anarchistes (eux-mêmes très divisés quant à l'usage de la violence), qui envisagent surtout une réorganisation sociétale.

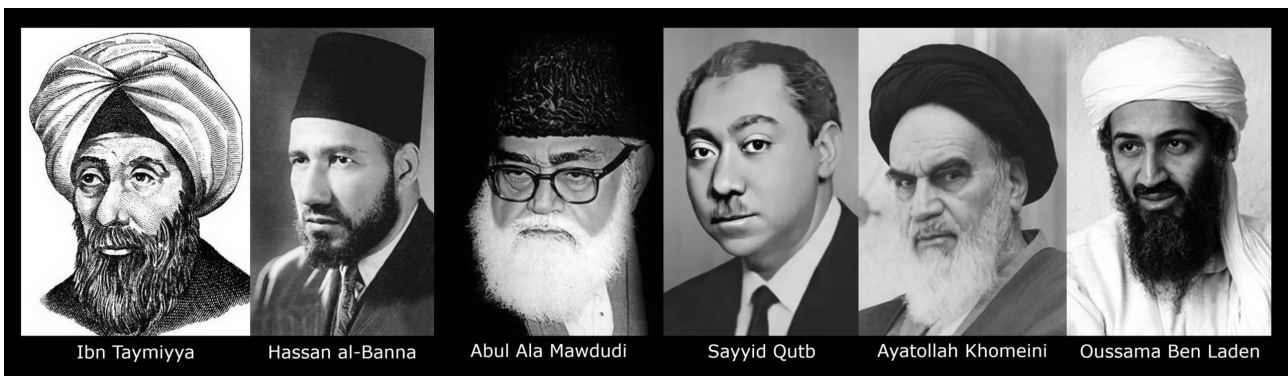
4. Il importe de ne pas « *culturaliser* » exagérément l'islamisme.

Des phénomènes plus ou moins analogues ont existé dans d'autres religions, en particulier le christianisme. Quant au militarisme japonais des années quarante, il prônait aussi une forme de « *suicide joyeux* » en détruisant l'adversaire (kamikazes). Cependant, notre époque permet une mondialisation instantanée de ces comportements extrêmes, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Et, dans le monde de 2016, à une échelle universelle, ils ne peuvent être associés qu'au seul islamisme.

II - Quand commence et d'où provient l'islamisme ?

1 - Une longue lignée intellectuelle

Sommet du rationalisme musulman (inspiré par la philosophie antique) : les Motazilites, au IX^e siècle, principalement à Bagdad (siège du califat). Cependant, ils se sont aussi comportés en agents d'un l'Etat arbitraire et répressif, et étaient protégés par lui, ce qui a compromis leurs idées auprès des opprimés. Ibn Hanbal (780-855) réagit contre leur domination, au nom d'un littéralisme étroit, et d'un juridisme rigide.



- **Ibn Taymiyya** (né en 1263, mort en 1328 à Damas, en prison). C'est une référence essentielle pour l'ensemble des islamistes. Il place les châtiments corporels au centre même de sa conception du droit. Il refuse toute séparation du politique et du religieux (division admise par les souverains, malgré la fiction du califat). Il dessine la « *colonne du jihad* » : la base en est la soumission à Dieu, le fût la prière, et le chapiteau le jihad. Celui-ci est considéré comme le premier des devoirs du musulman, au-dessus des « *cinq piliers* » (pèlerinage, Ramadan, ou même prière, etc). D'où l'attractivité de l'islamisme pour les « *mauvais musulmans* » qui boivent, fument, trafiquent et ne prient guère : se rallier à la guerre au nom de Dieu suffit à les laver de tout péché. Le concept de tauhid (unité de Dieu) est interprété comme hostilité radicale envers toutes les « *idolâtries* » — y compris celle de l'État, de la nation, de la démocratie, des droits de l'homme. La loyauté ne peut s'appliquer qu'à Dieu (et, concrètement, à ceux qui prétendent parler en son nom).
- **Mohammed ben Abdelwahhab** (1703-1792). Ce prédicateur fait alliance avec la tribu des Séoud, qui depuis lors défend partout le wahhabisme (elle s'empare des Lieux Saints — la Mecque et Médine — en 1924-1925). Le soufisme est son grand ennemi, en particulier le culte des saints (marabouts dans le monde arabe) : de nombreux tombeaux et monuments commémoratifs anciens sont détruits, en particulier à La Mecque. C'est l'origine du vandalisme cruellement subi récemment par Tombouctou (Mali) et Palmyre (Syrie). La vision de Wahhab est fondée sur un aplatissage de l'histoire : il renvoie dans les ténèbres tout ce qui précède et suit l'époque du Prophète, à laquelle un simple effort de volonté devrait ramener.
- Le courant réformiste moderne de l'islam, dont le plus illustre représentant fut Mohamed Abduh (Égypte, 1849-1905) ne peut être considéré comme relevant globalement de l'islamisme. Il ne fut au départ ni anti-chrétien, ni anti-occidental, et prôna la tolérance aussi bien que le recours aux sciences et techniques modernes. Cependant, sa volonté de retrouver la grandeur du monde musulman au travers d'un retour aux sources de l'islam, son rejet des traditions « *idolâtres* » de la religiosité populaire rapprochèrent progressivement de l'islamisme une partie de ceux s'en réclamant.
- **Hassan al-Banna** (Égypte, 1906-1949). Fondateur en 1928 des Frères Musulmans, organisation internationale mais basée au Caire. Il se veut en guerre contre l'Occident, responsable selon lui de l'affaiblissement du monde musulman, et développe une vision millénariste de l'affrontement. Il envoie ainsi en 1946 ce discours à des chefs d'État musulmans : « *Voici donc l'Occident : après avoir semé l'injustice, l'asservissement et la tyrannie, il est perplexe et gigote dans ses contradictions ; il suffit qu'une puissante main orientale se tende, à l'ombre de l'étendard de Dieu sur lequel flottera le fanion du Coran, un étendard dressé par l'armée de la foi, puissante et solide ; et le monde sous la bannière de l'islam retrouvera calme et paix.* »

« *Le Coran est notre Constitution* » : le slogan est une réponse aux constitutionnalistes libéraux, alors puissants en Égypte (parti Wafd). Les Frères, dont le modèle d'organisation semble être celui des partis communistes, recrutent dans la petite bourgeoisie urbaine, chez les fonctionnaires et les instituteurs. Ils entretiennent longtemps de bons rapports avec le roi Farouk (dernier souverain égyptien),

organisent la guérilla contre Israël, puis favorisent la montée au pouvoir des « *officiers libres* », dont Nasser, qui en est un moment proche. Ils tentent cependant de l'assassiner, une fois devenu président, et subissent alors une impitoyable répression, ainsi que leur dissolution.

- **Abul Ala Mawdudi** (Inde puis Pakistan, 1903-1979). Fondateur du parti Jamaat e Islami, il se place dans une perspective étatiste, de conquête du pouvoir, quoique, pour lui, « *la souveraineté n'appartient qu'à Dieu* ». Il écrit encore : « *La loi de Dieu est pour le monde et l'univers le seul cadre dans lequel l'homme peut vivre : il doit donc s'y soumettre... L'homme a intérêt à se conformer au projet divin. Dieu est donc la seule autorité légitime et la seule source de la Loi ; Il est Législateur (...). Les chefs politiques, les monarques, les saints, les anges ou les esprits, les rabbins ou les prêtres ne peuvent jamais exercer une autorité légitime de par eux-mêmes.* » C'est ainsi qu'il dénonce les nationalistes, et aussi les ulémas (docteur de la loi coranique, théologien) traditionnalistes. Il n'appelle pas à la violence, mais la cautionne et la justifie. Il est particulièrement influent dans le sous-continent indien (de loin principal bastion de l'islam) et dans le monde malais (Indonésie, Malaysia).
- **Sayyid Qutb** (Égypte, 1906-1966). Rallié tardivement aux Frères Musulmans, il en constitue par ses écrits empreints de violence l'aile extrême. Il dénonce les États-Unis où il a séjourné, ainsi que les Juifs. Il préconise de réactiver le *jihad* guerrier, et surtout il généralise le concept de *takfir* (condamnation pour mécréance), l'étendant à la grande majorité des musulmans. Il est pendu par le régime Nasser.
- **Ayatollah Rouhollah Khomeini** (1902-1989). Haut dignitaire religieux chiite, il dirige la révolution iranienne de 1979 qui abat le régime impérial, puis, d'une main de fer, la république islamique jusqu'à son décès. Profondément conservateur, antimoderne, il récupère cependant certains éléments de la pensée d'Ali Shariati (1933-77), théoricien musulman proche du marxisme, voire de Franz Fanon, pionnier antillais du tiers-mondisme. Il adhère aussi à la tradition chiite prônant la destruction de l'État impie. Un de ses derniers actes est la fatwa préconisant la mise à mort de l'écrivain anglo-indien de culture musulmane Salman Rushdie, pour avoir écrit le roman *Les versets sataniques*.
- **Oussama Ben Laden** (1957-2011). Issu d'une riche famille saoudienne, il représente dans sa vie comme dans ses déclarations l'apparition d'un jihad transnational, ainsi que la sanctification d'une violence de masse érigée en seul moyen d'action. Il s'inspire pour cela de son maître en islam, le Palestinien Abdullah Azzam (1941-1989), Frère musulman ébloui en 1984 par sa rencontre avec le jihad afghan : 12 000 combattants étrangers (essentiellement arabes) l'ont rallié avant 1986, ce qui est sans précédent. Il préconise le terrorisme, et admet les attaques généralisées contre des civils. En effet, tout musulman ne reconnaissant pas l'*hakimiyah* (la souveraineté politique d'Allah, et de lui seul) fait l'objet de *takfir*, et devient un apostat — crime puni de mort par la tradition musulmane. Ben Laden, Azzam et l'Égyptien al-Zawahiri fondent en 1987 l'organisation *Al Qaïda* (la Base), qui s'impose progressivement, pour deux décennies, comme le centre d'action du jihadisme mondial. Le but est à terme la restauration du Califat. Ben Laden fait aussi entrer l'islamisme dans l'ère de la communication généralisée : ses attentats valent surtout par la médiatisation qu'ils

doivent susciter.

2. La rencontre avec les sociétés contemporaines

Pourquoi ce succès surprenant, à l'échelle mondiale, d'une idéologie extrême, dont les racines plongent dans un passé lointain ?

- **Au plan géopolitique.** Le monde musulman se sent assailli depuis le milieu du XIX^e siècle par les interventions occidentales. Pourtant les autres composantes du monde non occidental ont été traitées au moins aussi rudement... Le recul ottoman (pourtant souhaité par beaucoup d'Arabes) et la fin du califat ont accentué ce sentiment de panique, et d'injustice compte tenu d'un passé glorieux, pour partie mythifié. Quant aux alignements passés de nombre d'États arabes sur l'URSS, et plus récemment sur les États-Unis, ils ont surtout apporté des déceptions. Le défi israélien, vu comme un prolongement tardif des Croisades, a tenu en échec l'ensemble du monde arabe. L'islamisme surfe sur cette impuissance.
- **Au plan politique.** L'échec de la plupart des régimes musulmans d'après les indépendances est patent. À peu d'exceptions près (Émirats arabes unis, Oman, Sénégal, Malaysia dans une certaine mesure), on peut les qualifier de décevants, catastrophiques ou criminels, ou tout cela à la fois. Les dictatures plus ou moins féroces sont foison, et les solutions alternatives aux autocraties patrimoniales (dont l'Arabie Saoudite — seul pays au monde portant le nom d'une famille — est emblématique) n'ont guère donné de résultats appréciables : nationalisme panarabe (Nasser, Kadhafi, partis *Baa'th* syrien et irakien), communisme, démocratie, capitalisme libéral, tout récemment « *printemps arabes* » partout effondrés (sauf dans une certaine mesure en Tunisie).
- **Au plan social.** L'explosion démographique est extrême, et très déstabilisante : 15 millions d'habitants en Égypte en 1934, près de 90 millions en 2016, concentrés sur la seule vallée du Nil. Les facteurs aggravant sont nombreux : faible développement économique et social, à quelques exceptions près ; urbanisation massive (plus de 15 millions d'habitants au Caire) et chômage tout autant ; une scolarisation assez générale (pour les garçons plus que pour les filles cependant), mais une faible qualité de l'enseignement, et une concentration dans le supérieur sur les matières techniques et la théologie ; bref, une aptitude à lire, y compris sur internet, mais sans esprit critique.

D'où la constitution d'une « *grande alliance* » islamiste, essentiellement urbaine : la jeunesse pauvre et désœuvrée (la piétaille jihadiste), la bourgeoisie pieuse (les financeurs) et les semi-intellectuels (les chefs), souvent ingénieurs, parfois théologiens. Largement financée par les couches marchandes, elle dispose d'un biais propagandiste très efficace : l'action sociale (dispensaires, cours du soir, aides diverses), qui supplée aux défaillances criantes des États.

3 - Succès et échecs de l'islamisme combattant

- L'Arabie Saoudite est le principal bouillon de culture de l'islamisme : le pays regorge de pétrodollars pour une population réduite, ce qui a en particulier conduit au financement de dizaines de milliers de mosquées de par le monde, souvent avec envoi d'ouvrage de propagande wahhabite, et parfois d'imams de même tendance ; des millions de pèlerins

y séjournent chaque année lors du *hajj*, et quelques-uns y sont contactés et convaincus par des militants radicaux ; les militants islamistes pourchassés ailleurs s'y sont longtemps librement réfugiés, avant de repartir à l'offensive.

- Les années 1979-89 sont celles des plus grands triomphes à ce jour de l'islamisme, de la révolution iranienne conduisant à une république islamique dominée par une théocratie à la victoire (même relative) du jihad afghan sur l'Union soviétique, qui, engagée dans la *Perestroïka*, s'en retire en 1989 après une décennie de guerre.
- La décennie 1990 est à l'inverse plutôt marquée par des échecs retentissants. Le jihad échoue en Bosnie (où une brigade de *mujahidin* (« combattants de la foi »), souvent formés en Afghanistan, se bat aux côtés des musulmans de cette ex-république yougoslave, et se signale par ses atrocités à l'encontre des prisonniers de guerre et civils serbes), en Algérie (malgré une guerre civile atroce qui oppose islamistes et armée, suite à l'annulation des élections législatives de 1991, en passe d'être remportées par le *Front Islamique de Salut*), et en Égypte, où l'assassinat du président Sadate (1981) et les nombreux attentats sanglants de la décennie suivante ne parviennent pas à ébranler le régime de son successeur, le général Moubarak. Enfin, en 1999, le général-président soudanais Omar el-Béchr rompt définitivement avec les Frères musulmans, après avoir abrité à Khartoum divers terroristes, dont Ben Laden jusqu'en 1998.
- Les années 2000 sont celles de la prééminence d'*Al Qaïda* (quoique ses premiers grands attentats, contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, remontent à 1998). Le point d'orgue reste le 11 septembre 2001, car aucune opération d'une telle ampleur et d'une telle sophistication n'a été entreprise par la suite. D'autres grands attentats frappent Bali en 2002, Madrid en 2004, Londres en 2005, ainsi que le Kenya (à partir de la Somalie voisine) à plusieurs reprises. La responsabilité du groupe est plus partielle dans les attaques de Bombay (2008) et de janvier 2015 à Paris. Cependant, le pays où il réalise le plus grand nombre d'opérations, souvent très meurtrières, est l'Irak, à partir de 2004, tant contre l'occupant américain que contre les chiites irakiens, que ce dernier favorise. *Al Qaïda* devient pour une décennie la figure même de l'ennemi, non seulement en Occident, mais aussi en Chine, en Birmanie ou aux Philippines. Peu à peu, les Etats-Unis, soutenus par un grand nombre de gouvernements inquiétés par le terrorisme, parviennent à exécuter la plupart des dirigeants et cadres d'*Al Qaïda*, en particulier lors d'attaques de drones. Aujourd'hui, « *la Base* » est en plein déclin.
- On ne peut en dire autant de certaines de ses « grandes franchises » régionales – des groupes jihadistes déjà constitués, qui lui ont prêté allégeance au sommet de sa gloire. Il s'agit en particulier d'*AQPA* (*Al Qaïda* en péninsule arabique — au Yémen surtout, où la guerre civile fait rage depuis 2011), d'*AQMI* (*Al Qaïda* au Maghreb islamique, débris de la guérilla algérienne surtout repliés dans les pays du Sahel subsaharien, Mali particulièrement), de *Jema'ah Islamiyah* (JI, « Association islamique ») dans le monde malais (Indonésie, Malaysia, Singapour), du *Front Al-Nosra* en Syrie, de *Boko Haram* dans le nord-est du Nigéria (et marginalement au Cameroun), mais aussi des *Shebab* somaliens, des islamistes ouïgours du Xinjiang (nord-ouest de la Chine) ou d'Ouzbékistan, du groupe *Abu Sayyaf* dans le sud des Philippines, etc. Cela montre la dimension internationale authentique du groupe, phénomène sans précédent pour une

organisation islamiste.

- D'autres organisations islamistes ont conservé l'essentiel de leur indépendance, tels que les talibans (« *étudiants musulmans* », à l'origine) d'Afghanistan aussi bien que du Pakistan, le *Patani United Liberation Organisation (PULO*, dans le sud de la Thaïlande) ou les islamo-nationalistes du Cachemire indien, ces deux derniers entendant constituer des Etats séparés. Ces groupes existent en réalité parfois depuis les années 1950, sont solidement implantés dans leur zone d'action, et n'ont pas grand-chose à faire du « *ihad international* ». Ce type de contradiction est repérable dans tous les groupes islamistes, soucieux d'une légitimation locale aussi bien qu'universelle. Les talibans et autres jihadistes afghans et pakistanais sont responsables de dizaines de milliers de morts, et entretiennent jusqu'à aujourd'hui le principal foyer mondial de violence islamiste, avec l'Irak et la Syrie, et de manière plus partielle le Nigéria (les massacres y sont plus concentrés dans le temps et l'espace). On remarquera que l'immense majorité des victimes du terrorisme islamiste sont des musulmans, tués dans des pays ou territoires à majorité musulmane.
- L'*État Islamique (Daech)* est pour partie l'héritier d'*Al Qaïda* en Irak, qui s'était autoproclamé État légitime en 2006, au sommet de sa puissance sur le terrain. Vaincue sur le terrain, l'organisation s'était repliée en Syrie, à l'occasion de la guerre civile initiée en 2011, et y avait proclamé en 2013 un « *Etat islamique en Irak et au Levant (Sham en arabe, par quoi est aussi désignée la Syrie)* », avec Raqqa pour capitale. La révolte des sunnites d'Irak provoquée par les exactions du gouvernement chiite pro-iranien de Bagdad lui permet en 2014 un retour en force dans le nord de ce pays, marqué par la prise de la grande ville de Mossoul. Le califat — rêve de Ben Laden, entre autres — y est « *rétabli* » la même année, ce qui assoit d'un coup la prééminence de l'EI sur la sphère jihadiste mondiale. De nombreux ralliements le consacrerent, essentiellement de groupes auparavant affiliés à *Al Qaïda*, tel par exemple *Boko Haram*, qui conservent cependant une très large autonomie. L'EI, outre sa base centrale à la jonction de la Syrie et de l'Irak (6 millions d'habitants en avril 2016, contre 9 un an plus tôt), contrôle des territoires significatifs en Libye et au Yémen, et s'est montré capable d'organiser des attentats dans de nombreux pays. Son originalité est la combinaison d'une solide assise territoriale, qui lui assure financements, recrutements et capacité d'accueil/formation des combattants étrangers, et d'une forte dimension transnationale, analogue à celle d'*Al Qaïda* une décennie plus tôt. Plus encore que cette dernière, l'EI joue savamment et massivement de la médiatisation, surtout au travers d'internet. La conjugaison de deux images — ordre juste évoquant l'âge d'or rêvé et terreur invincible — lui a attiré une masse sans précédent de jihadistes de toutes origines. La part des Occidentaux y est considérable — ce qui est également une nouveauté —, celle des ressortissants des républiques de l'ex-URSS également. Néanmoins, une forte majorité provient des pays arabes (Tunisie et Arabie Saoudite en premier), ce qui est logique pour un mouvement installé au cœur même de ce qui fut le premier empire arabe, et non sur une de ses lointaines marges, comme *Al Qaïda*. Par contre, l'EI semble avoir peu percé chez les musulmans du sous-continent indien et d'Asie du Sud-Est qui, pris ensemble, constituent les deux tiers de l'islam mondial.

Au total, on remarque la vulnérabilité de l'islamisme combattant, les brefs moments de

splendeur étant suivis de longues périodes de repli, et parfois d'une totale désintégration. Contrairement à ce qui est souvent prétendu, la répression (qui est loin de se limiter aux armées occidentales) s'est généralement montrée plutôt efficace, quoique elle ait souvent utilisé des méthodes discutables du point de vue des droits de l'homme (exécution ciblées — par drones en particulier —, détentions sans jugement, torture dans certains pays) : des générations entières de jihadistes ont été tuées, emprisonnées ou (parfois) retournées, et ce dans tous les pays. Néanmoins, on ne peut que constater l'étonnante résilience de certains des mouvements, et surtout du jihadisme lui-même, qui semble pouvoir compter sur un réservoir inépuisable de nouveaux adeptes. Cela nous amène à considérer dans toute leur complexité les relations entre islam, sociétés musulmanes et islamisme. Celui-ci, à l'évidence, n'est ni circonstanciel, ni marginal.

III - Situer l'islamisme

1. Le Jihad, une manière de voir, un mode de vie

Le Coran mentionne 41 fois le terme « *jihad* ». Il vient du mot *jahada*, qui désigne l'effort pour le bien. D'où les connotations les plus courantes : combat individuel pour la piété ; combat collectif pour justice. Il n'y a pas de relation avec *haraba* (faire la guerre) ou *qitaal* (combattre, au sens physique du terme). Ce qui est couramment dénommé « grand jihad » est donc parfaitement pacifique. Cependant, la tradition musulmane contient aussi une dichotomie redoutable, qui a guidé pour une part sa vision des clivages mondiaux : au ***dar-al-islam*** (maison, pays de l'islam) s'oppose le ***dar-al-harb*** (maison, pays de la guerre), terre d'affrontement et de conquête aux dépens des Infidèles, avec lesquels seules des trêves ont admissibles, mais pas la paix. Ce binôme est renforcé par un trinôme, qui lui classe les hommes, et non les terres : *muslimin/munafiqun/kufar* (pluriel de *kafir*), c'est-à-dire musulmans/hypocrites/infidèles. Chacun des groupes a un statut particulier, celui des « *hypocrites* » étant défini de manière très arbitraire. D'où la notion de « *petit jihad* », qui correspond à un combat pour la « *maison de l'islam* ».

Selon Mawdudi, « *dans le langage de la Charia, ce mot est utilisé en particulier pour la guerre qu'on livre au seul nom d'Allah, et contre ceux qui perpètrent l'oppression en tant qu'ennemis de l'Islam... Le Jihad est pour les musulmans concernés un devoir aussi primordial que les prières quotidiennes ou le jeûne. Celui qui l'évite est un pêcheur. Sa volonté d'être musulman est douteuse. Il s'agit en vérité d'un hypocrite, qui échoue à prouver sa sincérité : tous ses actes de piété et ses prières sont un mensonge, une apparence de dévotion vide et sans valeur.* » **Dans l'acception des islamistes, qui s'est largement imposée chez les non-musulmans et, plus partiellement, chez les musulmans, le jihad, c'est donc la guerre.**

Certes, cette dernière (on le voit chez Mawdudi) n'est légitime que si elle est défensive. Mais l'histoire est pleine d'actes d'agression déguisés en mesures de défense. Pour les islamistes, on l'a vu, le complot américano-sioniste (et ses variantes) cherche depuis des décennies, sinon des siècles, à anéantir l'islam. Tout attentat, y compris contre des civils, y compris en dehors des pays musulmans, sera donc considéré comme « *défensif* ».

Ainsi, pour justifier le massacre de touristes étrangers à Bali, Imam Samudera, leur organisateur, déclara que « *pas un seul touriste occidental ne vient sans avoir au minimum la mission de détruire la morale et la personnalité* » des musulmans indonésiens. Et, à propos des multiples attentats à la bombe contre des églises chrétiennes d'Indonésie, leurs organisateurs lancèrent, à l'intention de leurs victimes : « *Nous savons à 100% que derrière les mots « amour » et « culte » vous avez préparé des milliers de machettes, de balles et même de bombes ! Vous avez fait tout cela dans des églises. Par conséquent, nos attaques contre vos églises sont des attaques contre vos défenses. Ce ne sont pas de simples églises. Et nous savons bien que vos prêtres et pasteurs ont juré au Vatican et au Pape Paul II (sic) de déclencher et poursuivre une opération de Guerre Sainte. »*

Concrètement, en dehors des cas (exceptionnels dans la période contemporaine) de véritable agression contre un peuple musulman, le jihad guerrier peut prendre trois formes :

- la révolte d'une minorité musulmane dans un pays qui ne l'est pas (par exemple en Thaïlande, en Inde, aux Philippines...)
- l'islamisation d'un Etat musulman qui ne serait pas fondé sur le seul Coran ;
- un projet de conquête du pouvoir à l'échelle d'une région du monde ou de la planète entière.

Enfin, le jihad peut aussi constituer un mode de vie. Il ressemble à celui des sectes, religieuses ou non. Tous les autres sont exclus, à commencer par les familles, même musulmanes — sauf si elles se rallient. Le phénomène est particulièrement vrai dans les sociétés occidentales, aux valeurs si profondément différentes de celles des islamistes. Dans les pays musulmans, être « *martyr* » (tomber au combat, y compris lors d'attentats-suicides) peut assurer une véritable promotion personnelle, du moins là où le jihadisme a une base de masse : haute réputation (portrait affiché partout, obsèques grandioses, parfois rue à son nom), paradis et ses récompenses, argent remis par l'organisation à la famille.

2. Le Coran est-il responsable ?

Ce type d'interrogation est étrange pour un historien : un texte n'est jamais par lui-même à la source d'un évènement historique. Ce sont les médiations entre les deux qui comptent vraiment, en mobilisant telle ou telle idée, religieuse ou non, au service d'intérêts ou d'aspirations relevant d'une certaine configuration sociétale.

La question est néanmoins souvent posée, y compris de manière très caricaturale. Ainsi le leader de la droite populiste néerlandaise, Geert Wilders, a-t-il cru judicieux d'asséner : « *Le Coran est un livre fasciste* ». L'affirmation est en soi absurde, le fascisme étant un phénomène nettement daté, dont on ne peut guère trouver de prodromes avant le début du XX^e siècle. Elle s'appuie sur certains versets du Coran prônant clairement la violence, en particulier contre les Juifs. Mais d'autres passages vont en sens inverse. Il est permis de considérer que c'est justement du fait de sa plasticité — pour ne pas dire de ses contradictions — que le Coran a pu constituer une référence fondamentale pour tant de sociétés et d'époques différentes. De plus, on en fait depuis l'origine des lectures très variées, littérale (comme chez les islamistes) ou symbolique, voire mystique. Il en va exactement de même pour les autres grands textes sacrés. La Bible (particulièrement l'Ancien Testament des chrétiens, qui correspond à la Torah

des juifs) contient elle aussi de véritables appels à l'intolérance, et même à l'extermination.

Trop se concentrer sur le Coran amène par ailleurs à ne pas s'interroger sur le niveau réel de connaissance théologique des islamistes : de nombreux indices montrent que celui des hommes de main auteurs de violences est le plus souvent réduit. Enfin, les méthodes du jihadisme ont des origines extra-musulmanes. Ainsi, le premier grand attentat-suicide du Moyen-Orient fut-il celui commis à l'aéroport de Lod-Tel Aviv en 1972 par un commando de l'Armée Rouge japonaise, groupe maoïste agissant pour le compte d'une organisation de la gauche laïque palestinienne.

3. Islam et islamisme

Le lien entre les deux ne peut pas être nié : il est trop facile de dire des auteurs d'horribles attentats « *ce ne sont pas des musulmans* ». Mais ce lien n'a rien de simple.

Il est distendu, dans la mesure où la masse des musulmans a un mode d'être profondément différent de celui des islamistes. Certes de plus en plus pieuse presque partout (la montée en puissance universelle du voile en est un symptôme), elle n'en reste pas moins quiétiste et pacifique, ainsi que relativement tolérante dans le privé. Surtout, elle est préoccupée par bien d'autres aspects de la vie que la seule religion, à la différence des islamistes dont elle occupe tout l'horizon.

Cependant, à l'inverse, les passerelles ne manquent pas entre la masse des croyants et son aile radicale. Les médias (presse, télévision, internet) des pays musulmans reprennent souvent la vision complotiste de l'histoire, la fiction de la décadence morale généralisée de l'Occident, et l'exagération de la grandeur passée de l'islam, que les interventions occidentales auraient « *assassinée* ». Ce discours est aussi celui des écoles, voire des universités. Rien d'étonnant à ce que les jihadistes aient fréquemment fait de bonnes études. Certaines organisations extrêmement puissantes, parfaitement légales, et par elles-mêmes plutôt quiétistes, facilitent le passage à l'islamisme de certains de leurs adeptes. C'est par exemple le cas du *Tabligh*, mouvement missionnaire fondé en Inde en 1927, et répandu partout depuis. Il prône le retrait de la vie politique, la suppression du culte des saints, et l'imitation du Prophète. C'est aussi le cas de la *Muhammadiyah*, association indonésienne fondée en 1912, actuellement forte de cinq à six millions de membres. Inspirée par le courant réformiste (cf. ci-dessus), globalement modérée mais peu à peu radicalisée, beaucoup des islamistes locaux en proviennent cependant.

Concrètement, il est difficile de savoir où tracer clairement la séparation entre islam et islamisme. Il est en particulier délicat pour beaucoup de musulmans de condamner clairement des militants qui se comportent de manière particulièrement pieuse, et semblent se dévouer à leur communauté, y compris sur le plan de l'aide sociale.

4. La (ré)islamisation : un contre-feu à l'islamisme ?

Les partis islamistes (non jihadistes : ils sont interdits) qui se sont présentés aux élections n'y ont pas particulièrement brillé. Au Pakistan, au Bangladesh, en Indonésie, en Malaysia (où les musulmans ne sont que 65% environ de la population, les non-musulmans n'allant

évidemment pas voter islamiste), leurs scores ont généralement été compris entre 5% et 20% des voix. Certes, lors des rares élections libres des pays arabes, ils ont souvent connu de véritables triomphes, comme en Algérie en 1991, en Égypte et en Tunisie en 2012, ainsi qu'au Maroc, en Jordanie, etc. En Iran, le système électoral leur accorde la majorité, et en Turquie l'AKP, issue des rangs islamistes, gagne tous les scrutins depuis quinze ans. On remarque cependant qu'arrivés au pouvoir, les islamistes soit ont beaucoup déçu, soit ont intégré le jeu politique sans vraie transformation politique et sociale.

Cependant, même là où l'islamisme politique n'a pas vraiment percé, la pression qu'il exerce sur les sociétés et les États a été suffisante pour entraîner presque partout un processus de réislamisation (ou d'islamisation, dans les États nouveaux issus de la décolonisation ou de la dissolution des États communistes pluri-nationaux), qui a déjà entraîné de profondes mutations. Pourtant, l'élite politique n'y a globalement rien d'extrémiste, mais elle se trouve frappée d'une sorte de paralysie devant des groupes très actifs, capables à l'occasion d'exercer une véritable terreur (les assassinats des politiciens « *impies* » ne sont pas rares) et surtout, en permanence, de faire pression à la surenchère sur des dirigeants terrifiés à l'idée de tomber sous l'accusation d'être de « *mauvais musulmans* ».

Le cas du Pakistan, important en soi (c'est le second pays musulman par sa population, et le seul à être doté de l'arme nucléaire), est particulièrement caractéristique. La fuite en avant y fut constante, dès les années cinquante. Alors que son fondateur Mohamed Ali Jinnah, lui-même non pratiquant, penchait pour la laïcité, la constitution de 1956 fut celle d'une république islamique — la première au monde —, dont le chef devait obligatoirement être musulman. La constitution de 1973, pourtant votée dans un contexte démocratique et parlementaire, transforma l'islam en religion d'État, ce qui fit en 1974 déclarer hérétique la grande confrérie syncrétique et pacifiste des *Ahmadiyya*, désormais persécutée.

Le Premier ministre « *socialiste* » Ali Bhutto, se heurtant au défi des islamistes, se lança en 1977 dans l'interdiction de l'alcool, des jeux d'argent et des boîtes de nuit ; il annonçait l'établissement de la charia dans les six mois. L'islamisation s'accrut encore avec la dictature du général Zia ul-Haq, entre 1977 et 1988, qui pendit Benazir Bhutto. La flagellation, l'amputation et la lapidation (ces deux dernières cependant jamais appliquées) furent introduites dans le code pénal, de même qu'un délit de « *blasphème* » qui fut surtout utilisé contre la petite minorité chrétienne (suicide de protestation d'un évêque en 1998, condamnations à mort aujourd'hui), par ailleurs victime d'attentats islamistes et de pogroms.

Le retour à des gouvernements parlementaires ne ralentit même pas le processus : promulgation en 1990 d'une sorte de loi du talion autorisant les vengeances privées, ou à défaut la simple compensation financière des victimes — sorte de « *permis de tuer* » pour ceux qui en ont les moyens ; peine capitale systématique en cas de « *blasphème* ». Quant aux femmes se plaignant d'un viol, elles sont passibles de l'accusation de « *fornication* » et d'« *adultère* » ! Les minorités sont ramenées au statut traditionnel de dhimmi, citoyens de seconde zone astreints à un impôt spécial, et empêchés de témoigner contre un musulman dans les affaires de mœurs. La tradition coloniale d'indépendance de la justice, largement préservée, a limité l'application de cette législation sanguinaire. Cependant les avocats, souvent islamistes, ont avec le soutien de l'opinion longtemps pu minorer les peines infligées aux terroristes

arrêtés. Depuis le massacre de 2015 commis parmi les élèves d'un lycée militaire, les choses sont en train de changer, et un certain nombre de jihadistes ont été pendus.

La (ré)islamisation touche aussi les pays d'islam minoritaire, qui ne veulent pas d'ennuis avec des groupes remuants, auto-proclamés représentants de leur communauté, et capables de trouver des appuis dans les pays voisins, voire à l'échelle de l'*Oumma*, en prétextant de l'« *oppression* » des musulmans : depuis 1986, les divorcées indiennes musulmanes ont ainsi perdu le droit à la pension alimentaire ; depuis 1999, le pouvoir des tribunaux islamiques a été renforcé à Singapour, en particulier en cas de divorce ; en Chine même, le pouvoir communiste a admis en 1987 chez les Hui (Chinois Han de confession musulmane) des écoles non mixtes, avec initiation à l'arabe.

Ces évolutions, totalement convergentes même si différentes d'un pays à l'autre, montrent à quel point le monde musulman dans son ensemble va rapidement vers des pratiques plus rigoristes. Cela fait inévitablement le jeu des islamistes, qui peuvent se présenter comme l'avant-garde d'un mouvement global. En tout cas, la réislamisation par en haut, qui est aussi une façon d'accompagner la mutation, a fait la preuve de son incapacité à couper l'herbe sous les pieds des plus radicaux. Au Pakistan, où elle a été particulièrement loin, les jihadistes sont toujours aussi actifs, et ne tiennent aucune gratitude aux hommes politiques. Avoir sans eux appliqué une part croissante de leur programme n'a fait que renforcer leur détermination à obtenir encore plus.

5. Une mondialisation

L'islamisme, qui se veut réaction contre la mondialisation, en fait cependant partie par bien des aspects :

- Il croît sur les décombres des autres *-ismes*, eux-mêmes mondialisés. Concrètement, de nombreux militants de gauche, souvent communistes, se sont tournés vers l'islamisme là où il est puissant.
- Ses financements sont largement tributaires de la finance déterritorialisée, même quand il s'agit de banques baptisées « *islamiques* ».
- L'islamisme contemporain n'est pas pensable sans les outils de la communication généralisée, des cassettes audio diffusées partout en Iran depuis l'exil par Khomeini en 1978 aux vidéos soignées de *Daech*. Une conséquence en est un certain aplatissement du monde, des enjeux particuliers pouvant avoir instantanément des effets globaux : cas des émeutes anti-chrétiennes au Niger en réaction à une caricature de Mahomet dans *Charlie-Hebdo*, en février 2015.
- La coalition des adversaires du jihadisme tend elle aussi à se mondialiser : rapprochement provisoire après le 11 septembre 2001 des Occidentaux, de la Russie et de la Chine ; la menace représentée par *Daech* a conduit pays de l'OTAN et Russie à renouer quelque peu fin 2015.
- Plus inquiétant : la tendance à la synchronisation des cycles radicalisation/apaisement, qui ont toujours existé dans l'islam, mais jusqu'à récemment de façon disparate d'un pays à l'autre.

6. Alternative viable ou impasse ?

- L'islamisme est attractif par son simplisme même : il a réponse à tous les malheurs de l'humanité, en tout temps et en tout lieu.
- Les problèmes pour eux commencent quand des islamistes parviennent au pouvoir. En Iran, en Afghanistan, au Soudan, plus récemment en Egypte et en Tunisie, ils n'ont rien eu de bien original à proposer dans la plupart des domaines, se contentant de pousser à l'ordre moral. Même Daech semble exercer une gestion assez peu révolutionnaire des zones qu'il contrôle. Les échecs des islamistes au pouvoir sont plus nombreux que leurs succès.
- En ce sens, l'islamisme opère une rupture moins complète avec le capitalisme libéral que le communisme ou le fascisme. D'où un risque de fuite en avant vers le nihilisme, pulsion destructive de celui qui veut révolutionner le monde sans en avoir les moyens.

IV - Conclusion

1. Va-t-on vers un auto-épuisement de l'islamisme, du fait même de son extrême radicalisation ? Daech pourrait-il être à l'islamisme ce que le « *polpotisme* » (Cambodge) fut au communisme : le début de sa fin, par démonstration de l'inanité de ses méthodes ?
2. Il est cependant délicat d'appliquer des schémas forgés en d'autres temps : le progrès fulgurant de la communication et de la médiatisation peut faire envisager une mondialisation accentuée des mouvements, une sorte de ping-pong des explosions violentes, des jeux de miroir incessants entre groupes islamistes aussi bien qu'entre eux et leurs adversaires.
3. **Le monde musulman dans son entièreté est saisi dans un processus de réislamisation conservatrice**, ce qui ne s'était pas vu depuis le VII^e siècle, et pose le problème d'une évolution de plus en plus divergente d'avec l'essentiel du reste du monde. L'incertitude règne donc, et on peut envisager pour l'avenir les hypothèses les plus opposées.



Jean-Louis Margolin, pour [Les Clionautes](#)

Maître de conférences en histoire contemporaine, Jean-Louis Margolin mène des recherches sur l'Asie du Sud et du Sud-Est dans le cadre de l'institut de recherches asiatiques. (CNRS UMR 7306). Il enseigne l'histoire de la mondialisation en seconde année à l'université d'Aix-Marseille.

Il a publié récemment, avec Claude Markovits [Les Indes et l'Europe. Histoires connectées, XV^e-XXI^e siècles](#)